

REGLEMENT INTERIEUR DES COMMISSIONS CONSULTATIVES PARITAIRES PLACEES AUPRES DU CDG 14

Préambule : le présent règlement intérieur a pour objet de fixer, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les conditions de fonctionnement des commissions consultatives paritaires (CCP) placées auprès du centre de gestion du Calvados.

I – Composition

Article 1 : La CCP comprend en nombre égal des représentants des collectivités et établissements publics affiliés au CDG 14 et des représentants du personnel :

- les **représentants des collectivités et établissements publics** sont désignés par délibération du conseil d'administration du CDG ;
- les **représentants du personnel** sont élus, conformément aux dispositions du décret n° 89-229 du 17 avril 1989 et du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016.

Le nombre de représentants titulaires est fixé en fonction des effectifs relevant de la CCP.
(Article 4 décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016)

Les suppléants sont en nombre égal à celui des titulaires.
(Article 1 décret n° 89-229 du 17 avril 1989)

Collège des représentants des collectivités et établissements publics	Collège des représentants du personnel
<ul style="list-style-type: none"> - Hubert PICARD – Titulaire - Josiane MALLET – Titulaire - Lyliane RENAULT – Titulaire - Marie-Claire LAURENCE – Titulaire - Michel FAUVEL – Titulaire - Michel LECAPITAINE – Titulaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Delphine CHRISTIAN – Titulaire - Nadia NOEL – Titulaire - Dominique MAZUE – Titulaire - Sabine CORMIER – Titulaire - Frédéric GRAVELLE – Titulaire - Véronique OURY – Suppléante
<ul style="list-style-type: none"> - Claude FOUCHER – Suppléant - Laurent MAYEUX – Suppléant - Fatima FOURE – Suppléante - Martine DELAUNAY – Suppléante - Elisabeth MAILLOUX – Suppléante - Patrick LERMINE – Suppléant 	<ul style="list-style-type: none"> - Rodolphe TROBOUILLARD – Suppléant - Charlotte VERMANDIER – Suppléante - Claire BEAUDOUIN – Suppléante - Odile TINGHIR – Suppléante - Adélaïde MORIN – Suppléante - Mathilde HOPQUIN – Suppléante

II – Mandat

Article 2 : Durée du mandat

La durée du mandat des représentants du personnel est de quatre ans.

Les représentants des collectivités et établissements publics cessent de siéger lorsque leur mandat électif prend fin.

Article 3 : Remplacement en cours de mandat et fin du mandat

Pour **les représentants des collectivités** (placées auprès du C.D.G) : leur mandat expire lorsqu'il cesse au sein de la collectivité, pour quelque cause que ce soit (article 3 du décret n° 89-229 du 17 avril 1989).

Pour **les représentants du personnel** : leur mandat expire

- au bout de quatre ans ;
- ou avant son terme dans les cas suivants : démission, non renouvellement de contrat ou licenciement, mise en congé de grave maladie, cessation de fonction dans le ressort territorial de la C.C.P, sanction disciplinaire d'exclusion temporaire de fonctions d'au moins seize jours non amnistiée ou non relevée, incapacités prévues par les articles L 5 à L 6 du Code électoral.

En cas de **remplacement en cours de mandat** d'un membre titulaire ou suppléant de la C.C.P, la durée du mandat du remplaçant est limitée

- à la durée restant à courir jusqu'au renouvellement général des CCP pour les représentants du personnel ;
- et jusqu'au renouvellement de l'organe délibérant pour les représentants des collectivités.

(Articles 2 et 5 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 et article 3 du décret n° 89-229 du 17 avril 1989)

Article 4 : Vacance de sièges

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit du siège d'un représentant titulaire ou suppléant des collectivités et établissements publics, un nouveau représentant est désigné par délibération du Conseil d'Administration du C.D.G pour la durée du mandat en cours.

En cas de vacance du siège d'un représentant titulaire ou suppléant du personnel, le siège est attribué, pour la durée du mandat restant à courir, à l'élu suivant de la même liste qui est lui-même remplacé à la fin de la liste des suppléants par le premier des candidats non élus.

Lorsque la liste des candidats ne comporte plus aucun nom, les sièges laissés vacants sont attribués par l'organisation syndicale concernée parmi les agents contractuels relevant de la même CCP et à défaut par tirage au sort.

Le tirage au sort est effectué par le Président du CDG ou son représentant parmi les électeurs à la CCP qui relèvent de la catégorie concernée et qui remplissent les conditions d'éligibilité.

Le jour, l'heure et le lieu du tirage au sort sont annoncés au moins 8 jours à l'avance par affichage dans les locaux du CDG et tout électeur à la CCP peut y assister.

Les membres du bureau de vote sont également invités au tirage au sort.

(Articles 5 et 17 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016)

Article 5 : Autorisation d'absence

Les représentants du personnel, titulaires et suppléants (y compris ceux qui siègent sans voix délibérative) ainsi que les experts appelés à prendre part aux séances, bénéficient de droit d'une autorisation d'absence pour participer aux réunions sur simple présentation de leur convocation.

La durée de l'autorisation d'absence comprend, outre les délais de route et la durée prévisible de la réunion, un temps égal à cette durée pour permettre aux intéressés d'assurer la préparation et le compte rendu des travaux. (Article 35 – alinéa 2 décret n° 89-229 du 17 avril 1989 – article 18 du décret n°85-397 – circulaire du 20 janvier 2016 relative au droit syndical dans la FPT).

Article 6 : Frais de déplacement

Les membres de la CCP et les experts convoqués ne perçoivent aucune indemnité du fait de leurs fonctions dans cette instance.

Les participants siégeant avec voix délibérative sont toutefois indemnisés de leurs frais de déplacement selon le barème réglementaire applicable aux fonctionnaires en prenant pour référence leur adresse administrative.

(Article 37 – décret n° 89-229 du 17 avril 1989)

Jurisprudence : CE du 13.02.2006 n° 265533. Seuls les représentants du personnel suppléants appelés à remplacer des titulaires défaillants peuvent bénéficier du remboursement des frais de déplacement. Si le suppléant ne siège pas avec voix délibérative, il n'est donc pas remboursé desdits frais.

Article 7 : Divers

Toute facilité doit être donnée aux membres de la CCP pour exercer **leurs fonctions**. En outre, communication doit leur être donnée de toutes pièces ou documents nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions au plus tard huit jours avant la date de la séance.

(Article 35 du décret n° 89-229 du 17 avril 1989).

Ils sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle ; ils ne doivent en aucun cas communiquer à des personnes extérieures à la CCP des éléments relatifs au contenu des dossiers ni anticiper la notification des avis.

(Article 35 du décret n° 89-229 du 17 avril 1989).

III – Compétences

Article 8 : La CCP est obligatoirement saisie pour avis préalable concernant les questions de :

1. DISCIPLINE/FIN DE FONCTIONS		
Objet	Compétence de la CCP	Références
I – SANCTIONS DISCIPLINAIRES		
<ul style="list-style-type: none"> Exclusion temporaire de fonctions 	Avis (formation de la CCP en Conseil de discipline)	Article 36-1 du décret n°88-145 du 15 février 1988 Article 20 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016
<ul style="list-style-type: none"> Licenciement pour motifs disciplinaires 	Avis (formation de la CCP en Conseil de discipline)	Article 36-1 du décret n°88-145 du 15 février 1988 Article 20 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016
II – RECLASSEMENT		
<ul style="list-style-type: none"> Impossibilité de reclassement avant licenciement 	Information	Article 39-5 du décret n°88-145 du 15 février 1988 Article 20 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016
III – LICENCIEMENT		
<ul style="list-style-type: none"> Licenciement pour inaptitude physique définitive aux fonctions 	Avis	Article 13 du décret n°88-145 du 15 février 1988 Article 20 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016
<ul style="list-style-type: none"> Licenciement pour insuffisance professionnelle 	Avis	Article 39-2 du décret n°88-145 du 15 février 1988 Article 20 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016
<ul style="list-style-type: none"> Licenciement dans l'intérêt du service 	Avis	Article 39-3 du décret n°88-145 du 15 février 1988 Article 20 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016

<ul style="list-style-type: none"> Licenciement d'un agent investi d'un mandat syndical 	Avis	Article 42-2 du décret n°88-145 du 15 février 1988
2. ENTRETIEN PROFESSIONNEL		
Objet	Compétence de la CCP	Références
<ul style="list-style-type: none"> Demande de révision du compte-rendu de l'entretien professionnel 	Avis	Article 1er-3 du décret n°88-145 du 15 février 1988 Article 20 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016
3. CONDITIONS D'EXERCICE DES FONCTIONS		
Objet	Compétence de la CCP	Références
I – TELETRAVAIL		
<ul style="list-style-type: none"> Refus à une demande initiale de télétravail formulée par l'agent 	Avis	Article 20 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016
<ul style="list-style-type: none"> Refus à une demande de renouvellement de télétravail formulée par l'agent 	Avis	Article 20 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016
<ul style="list-style-type: none"> Interruption du télétravail à l'initiative de la collectivité 	Avis	Article 20 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016
II – TEMPS PARTIEL		
<ul style="list-style-type: none"> Refus d'accomplir un service à temps partiel 	Avis	Article 20 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016
<ul style="list-style-type: none"> Litiges d'ordre individuel relatifs aux conditions d'exercice du temps partiel 	Avis	Article 20 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016
III – FORMATION		
<ul style="list-style-type: none"> 2^{ème} refus successif à un agent demandant de suivre une formation non obligatoire 	Avis	Article 2 de la loi n°84-594 du 12 juillet 1984 Article 20 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016
<ul style="list-style-type: none"> Refus d'utilisation du compte personnel de formation 	Avis	Article 2-1 de la loi n°84-594 du 12 juillet 1984

<ul style="list-style-type: none"> Décisions de rejet des demandes de congé pour formation syndicale 	Information	Article 20 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016
4. DROIT SYNDICAL		
Objet	Compétence de la CCP	Références
<ul style="list-style-type: none"> Mise à disposition auprès d'une organisation syndicale 	Avis	Article 21 du décret n°85-397 du 3 avril 1985
<ul style="list-style-type: none"> Non renouvellement du contrat des personnes investies d'un mandat syndical 	Avis	Article 38-1 du décret n°88-145 du 15 février 1988 Article 20 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016
<ul style="list-style-type: none"> Désignation d'un agent contractuel en décharge d'activité incompatible avec les nécessités de service 	Information	Article 20 du décret n°85-397 du 3 avril 1985
5. INTERCOMMUNALITE		
Objet	Compétence de la CCP	Références
<ul style="list-style-type: none"> Transfert de personnel dans le cadre de restitution de compétences d'un EPCI aux communes membres 	Avis	Article L. 5211-4-1 du CGCT
<ul style="list-style-type: none"> Transfert de personnel dans le cadre d'un service commun 	Avis	Article L. 5211-4-2 du CGCT
<ul style="list-style-type: none"> Dissolution d'une personne morale de droit public dont la compétence est reprise par un EPCI 	Avis	Article 14 ter de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983

D'une manière plus générale, la CCP est compétente chaque fois qu'il s'agit de questions individuelles, soit à la demande de l'administration, soit à la demande de l'agent contractuel.

IV – Présidence

Article 9 : Le Président du CDG préside la CCP départementale. Il peut se faire représenter par un autre élu (article 27 décret 89-229 du 17 avril 1989).

Article 10 : Lorsqu'elle siège en **formation disciplinaire**, la CCP est présidée par un magistrat de l'ordre administratif (article 24 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016).

Article 11 : Le Président assure la police de l'assemblée, il ouvre les séances, dirige et veille au bon déroulement des débats (organisation de la prise de parole des membres) et maintient l'ordre.

Il décide de la suspension de séance. Il clôt le débat, il soumet au vote et lève la séance.

V – Secrétariat

Article 12 : Le **secrétariat** de la CCP est assuré par un des représentants du collège employeur.

Les fonctions de **secrétaire adjoint** sont effectuées par un représentant du personnel ayant voix délibérative (article 26 décret n° 89-229 du 17 avril 1989).

Ils sont désignés au début de chaque séance et pour la seule durée de celle-ci.

Article 13 : Pour l'exécution **des tâches matérielles**, le Président peut se faire assister par le directeur général ou par son représentant, non membre de la CCP (article 29 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984).

Les tâches de secrétariat et d'assistance administrative (préparation des ordres du jour, convocations, procès-verbaux, ...) sont effectuées par les services administratifs du CDG.

VI – Périodicité des séances

Article 14 : La commission tient au moins **deux réunions** par an sur convocation de son Président :

- soit à l'initiative de ce dernier ;
- soit à la demande écrite de la moitié des représentants titulaires du personnel adressée au Président, celle-ci précise la ou les questions à inscrire à l'ordre du jour. Dans ce cas, la commission se réunit **dans le délai maximal d'un mois à compter de la saisine** (article 27 du décret 89-229 du 17 avril 1989).

Un calendrier des réunions sera établi en début d'année.

La CCP se réunit dans les locaux du CDG.

VII – Ordre du jour

Article 15 : L'ordre du jour de chaque réunion de la CCP est arrêté par son Président.

Il doit également mentionner les questions dont l'inscription a été demandée par la moitié au moins des représentants titulaires du personnel.

Article 16 : Les dossiers que les collectivités souhaitent soumettre à la CCP doivent être réceptionnés au plus tard à la date limite de saisine de la réunion (indiquée sur site internet

du CDG14) accompagnés de toutes les pièces nécessaires à son examen. Passé ce délai, les dossiers seront présentés à une séance ultérieure.

VIII – Convocations

Article 17 : Les **convocations** sont adressées par tous moyens y compris le courrier électronique aux représentants titulaires, **au moins 8 jours avant la date de la réunion**, accompagnées de l'ordre du jour de la séance ainsi que les dossiers associés. Elles comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu de la réunion (article 27 du décret n° 89-229).

Un courrier d'information est également transmis aux membres suppléants afin qu'ils puissent prendre connaissance des dossiers inscrits à l'ordre du jour et assister à la réunion s'ils le désirent sans toutefois pouvoir prendre part aux débats ni au vote.

Article 18 : Tout membre titulaire de la CCP qui ne peut se rendre à la convocation en informe immédiatement par tout moyen, le Président de la C.C.P, afin que celui-ci convoque, selon le cas :

- le suppléant du représentant du collège employeur ;
- le suppléant du représentant du personnel de la même organisation syndicale que le titulaire.

(Article 22 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016).

Pour assurer le bon fonctionnement de la C.C.P, il sera demandé à chaque membre de communiquer une adresse courriel et un numéro de téléphone dont la confidentialité sera assurée par le secrétariat de la C.C.P

Article 19 : Le président de la commission peut convoquer des experts à la demande de tout membre de la CCP afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour.

Ils n'ont pas voix délibérative. Ils ne peuvent assister qu'à la partie des débats relatifs aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée à l'exclusion du vote (article 29 – décret 89-229 du 17 avril 1989).

IX – Visioconférence ou téléconférence en cas d'urgence ou de circonstances exceptionnelles

Article 20 : En cas d'urgence ou en cas de circonstances particulières et, dans ce dernier cas, sauf opposition de la majorité des membres représentants du personnel, le président de la commission peut décider qu'une réunion sera organisée par conférence audiovisuelle, ou à défaut téléphonique, sous réserve qu'il soit techniquement en mesure de veiller, tout au long de la séance, au respect des règles posées en début de celle-ci, afin que :

1° N'assistent que les personnes habilitées à l'être. Le dispositif doit permettre l'identification des participants et le respect de la confidentialité des débats vis-à-vis des tiers ;

2° Chaque membre siégeant avec voix délibérative ait la possibilité de participer effectivement aux débats. Sous réserve de l'accord exprès de l'agent contractuel concerné, la tenue d'une commission en matière disciplinaire peut être exceptionnellement autorisée selon les modalités prévues aux alinéas précédents et dans le respect des dispositions du décret n° 89-677 du 18 septembre 1989 relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux ;

3° Le cas échéant lorsque le vote a lieu à bulletin secret à la demande de l'un des membres titulaires de la commission et sauf volonté contraire exprimée par le tiers au moins des membres présents ayant voix délibérative, le secret du vote est garanti par tout moyen.

En cas d'impossibilité de tenir ces réunions selon les modalités fixées ci-dessus, à l'exception des commissions qui se réunissent en matière disciplinaire, le président peut décider qu'une réunion sera organisée par tout procédé assurant l'échange d'écrits transmis par voie électronique. Les observations émises par chacun des membres sont immédiatement communiquées à l'ensemble des autres membres participants ou leur sont accessibles, de façon qu'ils puissent répondre dans le délai prévu pour la réunion.

Les modalités de réunions, d'enregistrement et de conservation des débats et échanges ainsi que les modalités selon lesquelles des tiers peuvent être entendus par la commission sont fixées par le règlement intérieur, ou, à défaut, par la commission, en premier point de l'ordre du jour de la réunion. Dans ce dernier cas, un compte rendu écrit détaille les règles déterminées applicables pour la tenue de la réunion.

X – Quorum

Article 21 : Le Président de la CCP ouvre la séance après avoir vérifié que les conditions du quorum sont bien remplies, soit la présence de la moitié de ses membres (article 22 du décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016).

XI – Déroulement de la séance

Article 22 : Les **séances** ne sont pas publiques (article 31 du décret n° 89-229 du 17 avril 1989).

Article 23 : En début de réunion, le Président communique à la CCP la liste des participants et excusés.

Article 24 : Le Président rappelle les questions inscrites à l'ordre du jour.

A la majorité des suffrages exprimés, ces questions peuvent être examinées dans un ordre différent de celui fixé par l'ordre du jour.

A l'occasion des débats, des informations complémentaires peuvent être apportées par les membres avec voix délibérative.

Article 25 : Chacun des membres prend la parole à son tour avec l'accord du Président lequel veillera au respect de la bienveillance, du respect et de la courtoisie. Sans qu'il soit nécessaire d'en faire le décompte, le temps de parole des uns ne devra pas se faire au détriment du besoin d'expression des autres.

XII– Vote

Article 26 : En toute matière, il ne peut être procédé à un vote avant que chaque membre présent ayant voix délibérative ait été invité à prendre la parole.

Le vote a lieu à **main levée**, sauf volonté contraire exprimée par le tiers au moins des membres présents ayant voix délibérative, auquel cas, il a lieu à **bulletins secrets**.

Aucun vote **par procuration n'est accepté**.

XIII – Avis

Article 27 : Si l'avis de la CCP ne lie pas l'autorité territoriale, il est cependant **obligatoire**.

Article 28 : La CCP émet ses avis à la majorité des membres présents. **En cas de partage** des voix, la proposition de l'autorité territoriale peut légalement intervenir.

Article 29 : Les représentants suppléants de la collectivité et du personnel qui ne remplacent pas un représentant titulaire défaillant peuvent assister aux réunions de la commission. Ils ne peuvent prendre part aux débats et aux votes.

Article 30 : Les avis sont portés à la connaissance des collectivités concernées et de leurs agents.

XIV – Procès-verbal

Article 31 : Le secrétaire, assisté du secrétaire-adjoint, établit le procès-verbal de la réunion. Le procès-verbal de séance est **signé** par le Président, contresigné par le secrétaire et le secrétaire adjoint et transmis aux membres de la commission, dans un délai d'un mois à compter de la date de la séance (article 26 - décret 89-229 du 17 avril 1989).

Le procès-verbal est soumis à l'approbation des membres de la commission lors de la séance suivante.

Article 32 : Lorsque l'autorité territoriale prend une décision contraire à l'avis émis par la commission, elle informe dans le délai d'un mois la commission des motifs qui l'ont conduite à ne pas suivre cet avis.

XV – Modification du règlement intérieur

Article 33 : La modification du présent règlement pourra être demandée et décidée à la majorité des membres de la Commission Consultative Paritaire.

Règlement intérieur approuvé le 02 février 2023.